



CCI Vendée
Pôle Achats & Marchés Publics pour
l'aéroport LES AJONCS

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE FOURNITURES

Fourniture et livraison de carburant d'aviation pour l'aéroport les Ajoncs à La Roche sur Yon

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)










CCAP n°

2025-RTPF-6068 du 17/06/2025

SOMMAIRE





PARTIE 1. STIPULATIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE	4
1. DESCRIPTIF DU CONTRAT	4
2. OBJET DU CONTRAT	4
2.1. Description des prestations	4
2.2. Intervenants	5
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	6
4. DURÉE DU CONTRAT	7
5. CONDITIONS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE	7
6. CONDITIONS DE RÉSILIATION, DIFFERENDS ET LITIGES	10
PARTIE 2. STIPULATIONS COMMUNES AUX MARCHÉS SUBSÉQUENTS	12
1. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	12
1.1. Prix du contrat	12
1.2. Evolution des prix du contrat	12
1.3. Conditions de paiement	13
2. RÉALISATION DES PRESTATIONS	15
2.1. Conditions de réalisation des prestations	15
2.2. Vérification des prestations	15
2.3. Développement durable	16
2.4. Autres stipulations	16
3. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	16
3.1. Obligations courantes du titulaire	16
3.2. Obligations liées à la sécurité	19
4. LITIGE ET SANCTIONS	19
4.1. Pénalités	19
4.2. Autres stipulations	20
5. FIN DU CONTRAT	22

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	Fourniture et livraison de carburant d'aviation pour l'aéroport les Ajoncs à La Roche sur Yon
 Acheteur	CCI Vendée en tant qu'entité adjudicatrice
 Type de contrat	Accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec maximum multi-attributaire de Fournitures courantes et de services.
 Structure	2 lots
 Lieu d'exécution	Aéroport LES AJONCS - La Roche sur Yon (85)
 Durée	1 an - 3 reconductions de 1 an
 Développement durable	Clause environnementale
 Nature des prix	Les prix sont unitaires.
 Variation des prix	Prix révisables

PARTIE 1. STIPULATIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE

1. DESCRIPTIF DU CONTRAT

 Contrat	<p>Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert - article R2124-2 1° du Code de la commande publique. Le contrat fait référence au CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services du 30 mars 2021. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre à marchés subséquents.</p> <p>La consultation étant allotie, lorsque le présent CCAP parle du contrat, il faut comprendre qu'il concerne chaque lot.</p>
 Acheteur	<p>L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant qu'entité adjudicatrice. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.</p>
 Titulaire	<p>Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.</p>
 Prestation	<p>La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.</p>

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations de fourniture et de livraison de carburant d'aviation pour l'aéroport LES AJONCS à La Roche sur Yon (85), ce dernier étant géré par la CCI Vendée.

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est :

Aérodrome des Ajoncs

ZA Les Ajoncs

85000 La Roche sur Yon

Contact : Jean-Pierre AUBERT au 07 61 77 07 25

■ **Exclusivité :**

Le titulaire ne bénéficie pas de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat. L'acheteur se réserve la possibilité de faire appel à d'autres fournisseurs pour répondre à ses besoins lorsqu'ils concernent des produits hors descriptif technique du CCTP.

■ **Pièces contractuelles :**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI Vendée fait seul foi ;
- le présent document, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI Vendée fait seul foi ;
- le CCTP, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI Vendée fait seul foi ;
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), faisant état des prix unitaires chiffrés qui constitueront le référentiel à appliquer pour le chiffrage des marchés subséquents applicables à l'exécution du contrat ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- les marchés subséquents (MS) et leurs annexes ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

■ **Pièces non contractuelles :**

Le contrat est constitué des documents non contractuels suivants :

- La commande fictive remis par le candidat à l'appui de son offre.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de notification du contrat. Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier de consultation, la titulaire étant censé les connaître.

Les annexes du contrat font intégralement partie de celui-ci et possèdent la même valeur juridique. Toute référence au contrat inclut ses annexes. Toutefois, en cas de contradiction entre une stipulation du corps du présent contrat et une stipulation d'une annexe, les stipulations du corps du contrat prévaudront.

Les titres et sous-titres dans le contrat ne sont indiqués que pour la clarté de la présentation et n'ont aucune portée quant à l'interprétation du contrat.

2.2. Intervenants

Toutes les références faites à une personne comprennent ses successeurs, ayants-droits ou toute autre personne venant aux droits et obligations de cette personne, de quelque manière que ce soit.

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **CCI Vendée**, représenté par M. Le Directeur Général.

Adresse et coordonnées :

Pôle Achats & Marchés Publics pour le compte de l'aéroport LES AJONCS
16 rue Olivier de Clisson
85002 LA ROCHE SUR YON CEDEX
Téléphone : 02 51 45 32 32
Site internet : <https://www.paysdelaloire.cci.fr/vendee>

■ Moyens mobilisés :

Pour l'exécution des prestations lui incombant, le titulaire du contrat s'engage à mettre à disposition une équipe d'intervenants dont les rôles, les qualifications / spécialités et l'expérience sont conformes ou équivalents à ce qu'il a proposé dans son offre. Le titulaire devra être en mesure de justifier par tout moyen, et à chaque demande de la CCI Vendée, du respect de cette disposition.

Le prestataire s'engage à assurer la stabilité de l'équipe affectée au besoin.

Tout changement de personne(s) qualifiée(s) constaté à l'occasion du contrat, non signalé à la CCI Vendée et non expressément validé par ce dernier, pourra notamment donner lieu, en application de l'article 8 du présent contrat :

- à l'application de pénalités,
- à la résiliation du contrat.

Le personnel d'intervention du titulaire du contrat devra par ailleurs disposer des moyens matériels permettant d'assurer la parfaite exécution des prestations lui incombant.

■ Représentation des parties :

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG, la CCI Vendée désignera une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par la CCI Vendée en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai la CCI Vendée et leur indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant afin qu'il y ait continuité dans le suivi des prestations. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées comme suit en 2 lots.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un **accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec un maximum en quantité et multi-attributaire** en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-7 à R2162-12 du Code de la commande publique.

Objet
Lot n°1 : Fourniture et livraison de carburant JET A1 - sans quantité minimale annuelle - quantité maximale annuelle de 1 500 000 Litres
Lot n°2 : Fourniture et livraison de carburant AVGAS 100LL - sans quantité minimale annuelle - quantité maximale annuelle de 200 000 Litres

Les marchés subséquents seront soit des marchés à bons de commandes, soit des marchés ordinaires.

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **fournitures**.

■ Multi-attribution :

Le contrat est attribué à plusieurs fournisseurs dans les conditions suivantes : contrat conclu

avec les 4 candidats retenus lors de la passation de l'accord-cadre général (sous réserve qu'au moins 4 candidats aient soumissionné et aient été retenus).

■ Modalités d'échanges entre l'acheteur et le titulaire :

Pour les échanges entre la CCI Vendée et le titulaire, la CCI Vendée pourra communiquer via le profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique du titulaire mentionnée dans son offre ou, à défaut, à son siège social.

De manière plus globale les documents du titulaire devront être transmis à la CCI Vendée par tout moyen permettant de donner date certaine à l'acte (courriels avec confirmation de lecture et accusé de réception, envois postaux recommandés avec accusé de réception, mises à disposition des documents sur une plateforme sécurisée d'échanges...).

4. DURÉE DU CONTRAT

■ Durée globale du contrat :

Le contrat est conclu à compter du 1^{er} janvier 2026 ou à compter de la notification du contrat si elle intervient après cette date, et ce jusqu'au 31 décembre 2026.

Il s'agit de la période au cours de laquelle pourront être lancés les marchés subséquents.

■ Reconduction :

Le contrat est reconductible 3 fois de manière tacite pour les mêmes quantités minimales et maximales annuelles et pour des périodes de 1 an à compter de la date anniversaire de la période précédente, sans que sa durée totale puisse excéder quatre années.

L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat 2 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

■ Reconduction anticipée du contrat :

Si le montant maximum de la période initiale ou de reconduction est atteint ou quasi-atteint (c'est-à-dire qu'aucun marché subséquent ne peut plus être passée sans dépasser le montant maximum) avant la fin de sa durée de validité, l'acheteur a la possibilité de reconduire le contrat de façon anticipée.

La durée totale du contrat, toutes reconductions comprises, ne pourra pas excéder 4 ans.

Les quantités maximales de chaque accord-cadre sur sa durée maximale potentielle d'exécution ne pourra dépasser :

- Lot n°1 : 6 000 000 litres
- Lot n°2 : 800 000 litres

5. CONDITIONS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

■ Critères d'attribution des marchés subséquents

Les offres remises pour les marchés subséquents sont analysées et classées en fonction des critères/pondération qui seront communiquées lors de la remise en concurrence ou à titre d'information selon les critères suivants :

Critère	Complément
Prix (pondération 100%)	jugé sur le montant total du marché subséquent (prix global et forfaitaire de la fourniture).

Critère	Complément

OU

Critères	Complément
1. Prix (90 %)	jugé sur le montant total du marché subséquent (prix globaux et forfaitaires de la fourniture).
2. Délai de livraison (10 %)	jugé sur le délai de livraison fourni par le candidat à la remise de son offre au marché subséquent.

Modalités de calcul des notes :

Pour le critère prix :

L'attribution de la note s'effectue par application d'une formule mathématique, tenant compte de la différence des offres avec la note du candidat ayant présenté l'offre moins-disante :

$$\text{Note du prix pondéré} = \frac{\text{Montant de l'offre la plus basse}}{\text{Montant de l'offre analysée}} \times \text{pondération}$$

Dans l'hypothèse où l'analyse se fait sur une seule offre, la note maximale sera obtenue pour ce candidat.
Les offres anormalement basses au sens de l'article L2152-5, L2152-6, R2152-3 à R2152-5 du code de la commande publique du 5 décembre 2018 ne sont pas prises en compte dans le calcul.

Pour le critère Délai de livraison :

$$\text{Note de l'offre analysée} = \frac{\text{Délai d'exécution de la meilleure offre}}{\text{Délai d'exécution de l'offre analysée}} \times \text{pondération}$$

La note totale des critères est la résultante de l'addition des notes des sous-critères.

La note totale du candidat est obtenue par addition des notes des critères pour obtenir un **total sur 100**.

■ Durée d'exécution des marchés subséquents :

La conclusion des marchés subséquents ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

La durée d'exécution d'un marché subséquent ne peut excéder de plus de 24 mois la date contractuelle du présent contrat.

Un marché subséquent, peut s'exécuter en une seule ou plusieurs livraisons.

■ Modalités de remise en concurrence des marchés subséquents :

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents seront attribués après remise en concurrence de tous les cocontractants de l'accord-cadre.

Cette remise en concurrence interviendra lors de la survenue du besoin. L'acheteur recourra à des marchés subséquents passés selon les dispositions prévues à l'article R2162-10 du code de la commande publique.

La CCI de Vendée interrogera soit par le biais du profil acheteur, soit par mail les titulaires de l'accord-cadre. Chaque titulaire devra retourner sa proposition par le moyen d'envoi de la remise en concurrence. De plus la CCI Vendée ne pourra être tenu pour responsable en cas d'erreur de transmission suite à une non-modification du compte de l'entreprise sur le profil acheteur de la CCI Vendée ou d'une erreur dans l'adresse mail indiquée dans l'accord-cadre général.

En cas d'absence d'offre lors de la mise en concurrence l'acheteur pourra choisir :

- soit de procéder à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalable avec

- l'un des cocontractants ;
- soit une procédure hors accord-cadre ouverte à l'ensemble des opérateurs économiques.

Pour chaque marché subséquent envisagé l'acheteur adressera une invitation à soumissionner aux cocontractants de l'accord-cadre en mettant à leur disposition, sur son profil d'acheteur ou par mail, la lettre de consultation de chaque marché subséquent.

Les cocontractants devront déposer une offre électronique pour chaque remise en concurrence relative à la passation des marchés fondés sur l'accord-cadre.

■ **Motivation de non-réponse :**

En cas de non-réponse lors de la mise en concurrence pour un marché subséquent, le cocontractant devra motiver l'absence d'offre.

Sera une motivation recevable l'indisponibilité momentanée et accidentelle, pour des causes indépendantes de la volonté de l'attributaire, de ses moyens humains ou matériels.

Il appartiendra à chaque cocontractant de prendre toutes mesures (recrutements, recours à des intérimaires, location de matériel, sous-traitance...) pour faire face à ses engagements.

■ **Présentation des offres des marchés subséquents :**

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à répondre aux consultations lancées au titre des marchés subséquents. En cas d'impossibilité, ils doivent justifier l'absence de réponse dans un délai de 3 jours avant la date limite de remise de l'offre.

L'acheteur organise la présentation des offres des marchés subséquents en tenant compte d'éléments tels que la complexité des prestations attendues ou le temps nécessaire à la transmission des offres.

Ces offres sont proposées conformément aux caractéristiques fixées par l'accord-cadre général et les documents de la consultation propres au marché subséquent. Elles sont transmises soit par une consultation restreinte créée spécifiquement via le profil d'acheteur de la CCI Vendée pour chaque marché subséquent, soit par mail. Leur contenu doit rester confidentiel jusqu'à l'expiration du délai prévu pour le dépôt des offres.

Les parties ne peuvent pas apporter de modifications substantielles aux termes fixés dans l'accord-cadre lors de la passation des marchés subséquents.

La monnaie de comptes de l'accord-cadre est l'euro.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français. Si la documentation est rédigée dans une autre langue, elle doit s'accompagner d'une traduction en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

■ **Attribution des marchés subséquents :**

A l'issue de l'analyse des offres présentées par les candidats, un premier classement sera réalisé au regard des critères de choix et de la pondération définis ci-dessus.

La CCI Vendée pourra négocier avec les titulaires du marché subséquent, mais également procéder à des auditions dans le cadre de ces négociations.

À l'issue de ces négociations, la CCI Vendée procédera au classement définitif des candidats.

Si les offres initiales sont satisfaisantes, la CCI Vendée se réserve la possibilité d'attribuer le marché subséquent sur la base de ces offres, c'est-à-dire sans négociation.

Il est ici précisé que le délai de validité des offres des marchés subséquents est de 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

L'offre retenue qui sera contractualisée par le biais d'un bon de commande comportera les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;

- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la date et le numéro du marché.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

■ Termes variables non précisés au stade de l'accord-cadre :

Les termes variables des marchés subséquents seront définis lors de leur passation si ceux-ci sont différents de ceux annoncés dans les clauses communes portées en partie 2 ci-après ; et cela pourra notamment concerner les points suivants :

- forme et décomposition des marchés (définition éventuelle de l'allotissement, définition des tranches et/ou phases des marchés...) ;
- listing des pièces contractuelles et non contractuelles des marchés ;
- intervenants aux marchés ;
- durée des marchés et délais d'exécution ;
- cadre financier ;
- spécifications particulières propres aux marchés (clauses particulières en matière de variation des prix, application de pénalités spécifiques...).

Ces marchés subséquents pourront ainsi donner lieu, notamment, à établissement d'un Cahier des Clauses techniques Spéciales (CCTS) et à un Cahier des Clauses Administratives Spéciales (CCAS).

6. CONDITIONS DE RÉSILIATION, DIFFERENDS ET LITIGES

■ Eviction d'un cocontractant de l'accord-cadre

L'acheteur se réserve la possibilité d'évincer un ou plusieurs cocontractants, à leurs torts, dans l'hypothèse où ceux-ci auraient manqué à leurs engagements ou obligations et notamment :

- inexactitude des renseignements demandés lors de la consultation initiale ;
- absence de remise d'offre à au moins 2 reprises pour les marchés subséquents et ce sans motif valable ;
- exécution défaillante d'un ou plusieurs marchés subséquents constituant une violation formelle d'engagement du cocontractant concerné, notamment au regard de l'offre technique, organisationnelle et environnementale contractualisée.

L'acheteur pourra évincer également un des cocontractants de l'accord-cadre conformément aux dispositions de l'article L.2195-4 du code de la commande publique, ce sans indemnités dans les cas suivants :

- en cas de procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L 631-1 du code de commerce (ou autre procédure équivalente régie par un droit étranger) si le (les) cocontractant(s) concernés ne justifient pas, copie du jugement prononcé à l'appui, avoir été habilités à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution de l'accord-cadre ;
- en cas de procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L 640-1 du code de commerce, ou autre procédure équivalente régie par un droit étranger.

■ Résiliation pour cas de force majeure ou causes extérieures aux parties

A son initiative, ou à la demande de l'ensemble des cocontractants, l'acheteur pourra résilier l'accord-cadre par anticipation, et sans indemnités, en cas de force majeure ou de causes

extérieures aux partenaires de l'accord-cadre et portant atteinte au fonctionnement de celui-ci, hypothèses notamment caractérisées par :

- les bouleversements internationaux de toute nature affectant les matériaux, matériels et autres ;
- les changements législatifs, réglementaires ou jurisprudentiels affectant l'existence ou le fonctionnement de l'accord-cadre.

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général à l'initiative de l'acheteur**

L'acheteur pourra, pour motif d'intérêt général et sans indemnité, prendre l'initiative de résilier le présent accord-cadre conformément aux dispositions de l'article L2195-1 du code de la commande publique.

■ **Règlement des différends - tribunal compétent**

Si, à l'occasion de l'exécution du contrat un différend survient entre un cocontractant et l'acheteur il sera recherché une solution via le médiateur des entreprises avant toute saisine du Tribunal.

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'exécution des présentes le droit français est seul applicable et le Tribunal Administratif de Nantes seul compétent.

PARTIE 2. STIPULATIONS COMMUNES

AUX MARCHÉS SUBSÉQUENTS

1. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

1.1. Prix du contrat

■ Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ;
- à l'entrepreneur mandataire titulaire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

■ Nature des prix :

Les prix des marchés subséquents pourront être **unitaires ou forfaitaires**.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent de manière non exhaustive, tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations tels que les frais de fourniture, de stockage, de manutention, de chargement, de transport, de livraison et de déchargement des articles, les frais liés au conditionnement, les frais de gestion des emballages, les frais d'assurances, les frais de prise en compte des mesures et protocoles nécessaires en période d'épidémie ou de pandémie, la fourniture de la documentation technique, les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que les marges pour risque et marges bénéficiaires.

■ Frais de coordination :

En cas de groupement, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

1.2. Evolution des prix du contrat

■ Variation des prix :

Les prix de référence de l'accord-cadre général sont **invariables** pendant toute la durée de l'accord-cadre puisque ceux-ci servent de référence, le prix de chaque marché subséquent est établi selon le court du produit au jour de la date limite de remise des offres du marché subséquent.

■ Initiative du calcul de la variation des prix :

Sans objet.

1.3. Conditions de paiement

■ Avance :

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue si le montant d'un marché subséquent est supérieur à 50 000 € HT et sa durée supérieure à deux mois.

Le taux de cette avance est fixé à 5% du marché subséquent. Le taux de l'avance passe à 10% (option B du CCAG) si le titulaire est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance est conditionné par la fourniture d'une garantie à première demande par le titulaire. La garantie doit couvrir l'intégralité du montant de l'avance. Elle ne pourra pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

L'avance est remboursée en totalité entre 65% et 80% d'avancement des prestations. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

En cas de sous-traitance, les avances seront calculées au prorata des prestations exécutées par le titulaire et par son ou ses sous-traitant(s). Les avances revenant aux sous-traitants seront versées, sur leur demande, conformément aux dispositions de l'article R. 2193-17 du code de la commande publique.

■ Présentation des demandes de paiement :

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation <https://chorus-pro.gouv.fr/>. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro du bon de commande lié au marché subséquent ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 18850049000019

■ **Périodicité des paiements - Acomptes :**

Les paiements interviennent à l'issue de l'admission des prestations sous réserve des dispositions de l'article R2191-22 du code de la commande publique.

■ **Périodicité des paiements - Paiements partiels définitifs :**

Les paiements interviennent à l'issue de l'admission des prestations sous réserve des dispositions de l'article R2191-22 du code de la commande publique.

Les factures afférentes aux commandes seront présentées via la plateforme CHORUS PRO après livraison complète. En cas de rupture d'approvisionnement, l'article non livré ne sera pas facturé et la facture ainsi reçue soldera la commande initiale, sous réserve que le délai de livraison du produit manquant soit inférieur à quinze jours suivant la livraison des autres produits.

A défaut, la CCI Vendée effectuera le paiement partiel définitif des produits déjà livrés et étudiera avec le prestataire si un produit de substitution peut être commandé.

La validation de la facture déposée sur Chorus vaut service fait donc admission des prestations.

La facture devra reprendre en détail la liste des articles qu'il a livrés ainsi que leurs prix évalués en prix de base et hors TVA (et révision éventuelle).

En cas de livraison partielle, le titulaire devra attendre que le complément soit livré pour déposer sa facture et ainsi limiter les coûts de traitement comptable pour chacune des parties.

■ **Règlement des cocontractants :**

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature de la demande de paiement par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le contrat.

Dans le cas d'un groupement conjoint, la signature de la demande de paiement par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le contrat.

Pour les sous-traitants d'un cotraitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe à la demande de paiement, signée par celui des cotraitants qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par la CCI Vendée au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation de prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

■ **Délai de paiement :**

Le délai global de paiement ne pourra excéder **30 jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement et selon les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu de plein droit, et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à l'article D2192-35 du code de la commande publique. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

2. RÉALISATION DES PRESTATIONS

2.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Transport :

Conformément à l'article 20.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Le titulaire sera notamment responsable des dégradations éventuellement causées aux voies publiques lors des opérations de transport.

■ Modalités de livraison :

Les livraisons devront être effectuées par le titulaire au lieu indiqué sur chaque bon de commande.

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport et notamment :

- Éviter la circulation pendant les heures de pointe,
- Transport groupé des marchandises,
- Favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

■ Site en ligne mis à disposition :

Sans objet.

2.2. Vérification des prestations

■ Opérations de vérifications des prestations :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications lors de la livraison des fournitures. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Si la quantité livrée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bon de livraison, le bon est rectifié et signé par les personnes en charge de la livraison pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter les fournitures qui contiennent des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

2.3. Développement durable

■ Clause sociale :

Sans objet.

■ Clause environnementale :

En application des articles 7, 16.2 et 20.4 du CCAG, le titulaire du contrat veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, de préservation du site concerné et de gestion des déchets.

Il devra être en mesure de justifier du respect de ces prescriptions et dispositions, au cours de l'exécution du contrat et ce, sur demande de la CCI Vendée.

Le titulaire devra également respecter les prescriptions définies dans son offre et dans le CCTP.

L'acheteur pourra notamment procéder, dans le cadre de l'exécution du contrat et en lien avec les organismes et services spécialisés, à des opérations de contrôle visant à vérifier le respect, par le titulaire, de la réglementation en vigueur

A défaut de respect de ses obligations, les pénalités prévues à l'article 8 s'appliqueront.

2.4. Autres stipulations

■ Tenue de temps d'échanges périodiques propres à organiser la vie du contrat :

Dans le cadre de l'exécution du contrat il est prévu les temps d'échanges suivants :

- une réunion de lancement du contrat qui se déroulera au plus tard dans les 15 jours suivants la notification de ce dernier. Elle aura notamment pour objectif de rappeler les engagements contractuels et de présenter les différents intervenants côté acheteur ;
- une réunion annuelle dont l'objectif est de faire un bilan de l'année écoulée et d'envisager les perspectives liées à la nouvelle année d'exécution à venir, y compris pour la révision des prix. Elle se déroulera au plus tard 3 mois avant la date annuelle d'échéance ;

Ces temps d'échange se feront physiquement sur un site de l'acheteur ou, si les 2 parties en sont d'accord, sous forme de visio ou téléconférence. Les dates des réunions seront fixées en accord avec l'acheteur qui assurera les convocations.

3. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

3.1. Obligations courantes du titulaire

■ Assurance :

Les stipulations de l'article 9 du CCAG sont applicables.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, cette attestation d'assurance a été fournie par le titulaire du contrat avant la signature de celui-ci.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de déposer l'attestation d'assurance correspondante sur la plateforme e-attestations citée ci-dessous.

Par ailleurs si une partie des prestations fait l'objet de sous-traitance par un titulaire celui-ci s'engage également à fournir, selon les mêmes modalités, une attestation d'assurance de son sous-traitant précisant qu'il est assuré pour l'ensemble des dommages qui pourraient résulter de

son fait pour les prestations dont il a la charge.

■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise par écrit de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer par écrit à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter la prestation.

Enfin, par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat dans un délai maximal de 2 semaines suivant le fait générateur et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- à la survenance d'une mesure judiciaire affectant l'entreprise et/ou sa société mère (mesure de sauvegarde, redressement, liquidation, ...) ;
- à son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du contrat.

■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) dans l'hypothèse où le titulaire du contrat et/ou l'un de ses cotraitants et/ou leur(s) sous-traitant(s), sont établis hors de France et/ou recourent à des travailleurs détachés, y compris via une entreprise de travail temporaire étrangère, avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative, transmet :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS), conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- le numéro unique d'identification de l'entreprise au registre du commerce et des sociétés ou la carte d'identification justifiant l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ Protection de la main-d'œuvre :

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité.

L'acheteur pourra procéder, dans le cadre de l'exécution du contrat et en lien avec les organismes et services spécialisés, (Inspection du travail, ...) à des opérations de contrôle visant à vérifier le respect, par le titulaire, de la réglementation en vigueur.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

■ Recours obligatoire à la plateforme e-attestations :

Pour justifier des obligations lui incombant en matière d'obligation de vigilance et en matière d'assurances (cf. ci-dessus), il incombera au titulaire (en cas de groupement, mandataire et cotraitants) et à ses éventuels sous-traitants de 1er rang déclarés, de dûment placer les pièces correspondantes sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'acheteur à l'adresse <https://www.e-attestations.com/fr/>.

Les pièces attendues devront être déposées sur la plateforme dans un délai ainsi défini suivant l'alerte qu'il aura reçue depuis la plateforme (à défaut les pénalités définies à l'article 8 s'appliqueront) :

- 7 jours pour les pièces propres aux obligations sociales ;
- 15 jours pour les pièces propres aux assurances demandées.

■ Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ Sous-traitance :

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG, le présent contrat ne peut pas faire l'objet de sous-traitance.

3.2. Obligations liées à la sécurité

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Les données à caractère personnel concernant les signataires du Marché ainsi que les personnes en charge du suivi opérationnel font l'objet par la CCI d'un traitement destiné au suivi et à l'exécution du Marché.

Ces données sont intégrées dans les fichiers de la CCI Vendée et sont destinées aux services opérationnels.

La base légale est l'article 6.1.b) du RGPD « le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat ».

En cas de transmission de ces données à des sous-traitants au sens RGPD, un contrat est établi précisant les obligations de chaque partie et reprenant les dispositions de l'article 28 du RGPD. Aucune décision automatisée ou profilage ne sont mis en œuvre dans le cadre de ce traitement. La CCI est susceptible d'inviter les personnes concernées par le traitement de données à ses événements, d'adresser ses informations, ses offres d'accompagnement et ses enquêtes. Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD, les personnes concernées peuvent accéder aux données à caractère personnel les concernant, les faire rectifier ou effacer après le délai de prescription de la fin du Marché. Elles disposent également du droit de limitation, de portabilité, et le cas échéant, d'opposition du traitement de leurs données.

Pour exercer leurs droits dans le cadre de l'exécution du présent Marché, les personnes concernées peuvent formuler une réclamation auprès du Point de contact en charge du marché, en précisant en objet de mail : "RGPD - REFERENCE DU MARCHE ", qui se mettra en relation avec le DPO de la CCI. Les personnes concernées devront s'assurer de la réception de leur demande par le Point de contact par tous moyens.

Dans l'éventualité où les personnes concernées n'auraient reçu aucune réponse ou une réponse partielle par le Point de contact, elles devront contacter le DPO à l'adresse postale suivante : CCI Vendée - DPO - 16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 La Roche-sur-Yon Cedex en précisant les références du marché ou à l'adresse mail : dpo@vendee.cci.fr.

Si les personnes concernées estiment, après avoir contacté la CCI, que leurs droits sur leurs données personnelles ne sont pas respectés, elles peuvent adresser une réclamation à la CNIL (3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07) - www.cnil.fr.

Les dispositions législatives concernant la communication de certaines données personnelles à des tiers dans le cadre de l'exercice des missions de service public de la CCI, ainsi que la politique de protection des données personnelles de la CCI sont détaillées dans sa [charte](#).

Le Titulaire s'engage à informer les personnes concernées du traitement de leurs données et de leurs droits dans le cadre de la gestion du marché.

4. LITIGE ET SANCTIONS

4.1. Pénalités

Les pénalités sont ainsi fixées et seront impactées sur chaque demande de paiement à laquelle elles se rapportent.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard	En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	<p>moyen de la formule $P = V \times R / 50$. Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable R : nombre de jours calendaires de retard.</p>
Absence de désignation d'un interlocuteur	Si le titulaire n'a pas désigné d'interlocuteur à l'acheteur dans son offre ou dans un délai de 7 jours suivant la notification du contrat, il lui sera appliqué une pénalité de retard de 250,00 € net par jour de retard.
Non-remise de la documentation prévue au contrat	En cas de non-remise par le titulaire de la documentation technique complète et à jour, il sera appliqué une pénalité de 50,00 € net par élément manquant et par jour calendaire de retard à compter de la date de livraison du matériel.
Non-respect des clauses techniques et environnementales	S'il s'avère que le titulaire n'a pas respecté ou n'est pas en mesure de justifier du respect des dispositions du cahier des charges et/ou de son offre technique et environnementale quant aux fournitures livrées, il sera appliqué une pénalité : 100,00 € net pour chaque manquement constaté.
Retard à mettre les documents sur e-attestations	<p>Une pénalité à fournir tout ou partie des pièces attendues, sur la plateforme e-attestations sera appliquée au titulaire sur les situations de paiement auxquelles elles se rapportent. Le titulaire s'exposera aux autres mesures coercitives définies au contrat (résiliation du contrat...). La même pénalité sera appliquée au titulaire pour son / ses sous-traitants de 1^{er} rang en cas de retard de ces derniers ainsi caractérisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plus de 7 jours pour créer un compte sur la plateforme e-attestations une fois reçue la demande d'inscription ; - plus de 7 jours pour y placer l'ensemble des documents demandés justifiant des obligations attendues suivant l'alerte reçue depuis la plateforme. <p>Cette pénalité est de 300 € net par jour de retard.</p>
Lutte contre le travail dissimulé	En application de l'article L.8222-6 du code du travail, si le titulaire n'apporte pas la preuve, après mise en demeure d'un délai minimum d'un mois restée infructueuse, qu'il s'est acquitté des formalités prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code et relatives à la lutte contre le travail dissimulé, il sera appliqué une pénalité représentant 10% du montant estimé du contrat, sans pouvoir dépasser celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

4.2. Autres stipulations

■ Exécution des prestations commandées aux frais et risques du titulaire :

En cas, notamment :

- d'une absence ou d'un retard d'exécution des prestations non justifiée,
- de mobilisation de moyens et ressources non conformes aux prescriptions du cahier des charges et/ou de l'offre du titulaire,
- de faute professionnelle grave commise par un membre du personnel du prestataire,

l'acheteur pourra, sans mise en demeure et sur simple constat, faire exécuter les prestations inhérentes au bon de commande considéré par un autre prestataire et résilier, le cas échéant, le bon de commande considéré, ce aux frais et risques du titulaire, et ce après avoir ou non commencé à appliquer tout ou partie des pénalités prévues au présent contrat.

Cette exécution aux frais et risques du titulaire entraînera, si elle n'est pas répétée, la seule résiliation du ou des bon(s) de commande considéré(s) et non du contrat.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Enfin, en application de l'article 45 du CCAG, le titulaire du contrat pourra exécuter les bons de commande suivants s'il justifie, avant émission desdits bons de commande, avoir mis en place les moyens nécessaires à leur bonne exécution. A défaut de justification sous 3 mois le contrat sera résilié pour faute du titulaire.

■ **Pénalités pour retard : observations préalables à l'application :**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

Si un retard est imputable à la CCI Vendée il ne sera pas fait application des pénalités prévues dans les articles précités.

■ **Pénalités pour retard - plafonnement des montants :**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

■ **Pénalités pour retard - seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS, (<https://dreets.gouv.fr/>).

■ **Réfections liées au non-respect des conditions de transport :**

S'il est établi que les transports de fournitures, objet du contrat, sont effectués dans des véhicules routiers appartenant à une entreprise non inscrite au registre des transports routiers de marchandises et/ou au registre des loueurs de véhicules industriels, une réfaction de 2% du montant faisant l'objet de la livraison sera appliquée sur le montant des sommes dues au titulaire.

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Nantes
6, allée de l'île Gloriette
44041 Nantes

Téléphone : 02 40 99 46 00

5. FIN DU CONTRAT

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier l'accord-cadre général pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation du titulaire.

■ Résiliation pour motif d'intérêt général des marchés subséquents :

À tout moment l'acheteur peut résilier un marché subséquent pour motif d'intérêt général, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

■ Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ Garantie :

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie d'une durée de 1 an.

■ Régime de la garantie :

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de 10 jours calendaires pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2.1 de la partie 1 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG

La rubrique *Représentation des parties* de l'article 2.2 de la partie 1 du contrat déroge à l'article 3.3 du CCAG

La rubrique *Variation des prix* de l'article 1.2 de la partie 2 du contrat déroge à l'article 10.2.4 du CCAG en ce qui concerne le mois 0 qui n'est pas la date limite de remise des offres

La rubrique *Devoir d'information et de conseil* de l'article 3.1 de la partie 2 du contrat déroge à l'article 3.4.2 du CCAG

La rubrique *Sous-traitance* de l'article 3.1 de la partie 2 du contrat déroge à l'article 3.6 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 4.1 de la partie 2 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard : observations préalables à l'application* de l'article 4.2 de la

partie 2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants* de l'article 4.2 de la partie 2 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 4.2 de la partie 2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 dernier alinéa du CCAG - Fournitures Courantes et Services, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son caractère pleinement applicable.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)